

Groupe de travail : « Transformation écologique » GT du CSA Administration centrale du 16 septembre 2025

GT animé par Olivier Junot, sous-directeur adjoint de la SDLP, annonçant en ouverture l'arrivée d'un energy manager au sein de la SDLP pour accompagner le plan de transformation écologique au sein de l'AC.

FO Agriculture était représentée par Patrice Chasset.

Introduction

Dans le cadre du **Groupe de travail "Transformation écologique"** du **CSA de l'Administration centrale**, qui s'est tenu le **16 septembre 2025**, les représentants de l'administration ont présenté les avancées et orientations du **plan de transition énergétique** du patrimoine immobilier de l'État, appliqué ici au Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Souveraineté Alimentaire (MAASA).

FO Agriculture a réaffirmé son attachement aux objectifs de transition écologique, tout en **alertant sur les impacts concrets pour les agents**, notamment en matière de conditions de travail et d'organisation des espaces.

Le présent compte-rendu revient sur les principaux éléments abordés lors de ce GT : **contexte réglementaire, données énergétiques, chantiers engagés, gains potentiels, scénarios de rénovation, et perspectives en matière d'aménagement**. Il expose également **la position de FO Agriculture**, qui se veut à la fois constructive et vigilante face aux transformations à venir.

Contexte réglementaire

Dans le cadre de la stratégie nationale bas carbone (SNBC), le décret tertiaire impose aux propriétaires, donc à l'État et au MASA de réduire les consommations énergétiques des bâtiments dont il est propriétaire de 40 % d'ici 2030, 50 % d'ici 2040 et 60 % d'ici 2050.

Consommation énergétique et émission de CO2

10 666 MWh en 2024 dont majoritairement de l'électricité (53%), et pour une moindre part du gaz de ville (24%) et du gaz du réseau de chaleur urbaine (23%). A noter que les data centers représentent une partie notable de la consommation électrique.

Les émissions de CO2 étaient de 1783 TCO2/an avec pour répartition 39 % pour le gaz de ville, 35 % pour l'électricité et 26 % pour le gaz de réseau de chaleur urbaine, l'impact carbone étant nettement plus important pour le gaz que pour l'électricité. De part la moindre utilisation du gaz de ville, les émissions ne sont plus que de 1246 TCO2/an en 2024. Elles sont donc déjà bien en baisse.

Travaux réalisés pour réduire la consommation de chauffage et améliorer le confort thermique

- ➔ Lowendal : Ce bâtiment, construit en 1949 a été rénové entre 2015 et 2018 pour un investissement total de 7 M€ TTC ;
- ➔ Barbet de Jouy : Ce bâtiment, construit en 1944, a fait l'objet d'une opération de changement des huisseries pour un investissement total de 4,3M€ TTC ;
- ➔ Varenne : Ce site fait également l'objet actuellement d'une opération de restauration des façades extérieures, compris remplacement des huisseries, pour un investissement de 8,9 M€ TTC.

Gains possibles sur la base des consommations actuelles

Uniquement par de meilleurs suivis et reportings, régulations, programmations ainsi que de la gestion multi-système, des gains possibles sont de 15 à 25 % sur le chauffage, 10 à 20 % sur la climatisation et ventilation, 10 à 15 % sur l'éclairage et de 5 à 10 % sur l'eau chaude.

Différents indicateurs de suivi ont été définis. Des outils de pilotage sont déjà en déploiement.

A voir donc si ces gains théoriques, au moins en partie peuvent être atteints.

Les scénarios de rénovation pour économiser l'énergie

Site	Type de Travaux Principaux	Investissement (€HT)	Économie Énergie Finale	Économie CO ₂ (t/an)	Temps de Retour (ans)	Scénario Retenu
Varenne	Isolation ITI, remplacement menuiseries, régulation, LED, pompes variables	4 010 000	22% (559 MWh)	81 t	34	Scénario 1
	Isolation renforcée, ventilation DF, EnR	8 823 200	60% (1 436 MWh)	222 t	32	Scénario 2
Barbet de Jouy	Isolation ITI, menuiseries, robinets thermostatiques, LED, régulation ventilation	1 400 000	15% (180 MWh)	30 t	30	Scénario 1
	Isolation complète, CTA double flux	4 181 000	55% (624 MWh)	100 t	35	Scénario 2
Lowendal	Régulation ventilation, LED, coupure bureautique	216 000	26% (92 MWh)	9,5 t	11	Scénario 1
	+ Isolation combles, étanchéité, VMC DF	450 000	28% (101 MWh)	12 t	20	Scénario 2
Auzeville-Tolosan	Isolation ITI, menuiseries, planchers, LED	4 359 197	5% (188 MWh)	30,3 t	55	Scénario 1
	Isolation ITI, menuiseries, planchers, PAC, PV, régulation, LED, récupération chaleur	5 131 193	11% (414 MWh)	60,7 t	43	Scénario 2

🔍 Recommandations stratégiques :

Les travaux d'isolation (ITI, menuiseries, planchers) constituent le levier principal pour les sites les plus déperditifs (Varenne, Barbet de Jouy). Pour les sites performants (Lowendal) ou techniques (Auzeville), l'optimisation des systèmes et l'introduction d'EnR (récupération de chaleur, PV ...) sont prioritaires.

Sans surprise, les gains d'énergie notables pour les sites de Varenne (60%) et de Barbet de Jouy (55%) passent par des travaux d'isolation thermique.

A ce jour, les choix de scénarii ne sont pas encore décidés.

Mesures envisagées pour réduire l'empreinte carbone

La neutralité carbone doit être atteinte à l'horizon 2050. A cette fin les objectifs sont sur chacun de ces volets :

- Surfaces: de mieux utiliser les espaces existants, réduire les m² occupés ;
- Constructions: de limiter le neuf, privilégier la rénovation ;
- Chantiers :de recourir à des matériaux bas-carbone (biosourcés) et de gérer au mieux les déchets.

Le passage en flex-office à la SDLP et pour l'ensemble de la DGAL sur le site du Maine permet de mieux utiliser les surfaces.

A noter que le projet du Maine fait l'objet d'une consultation régulière des OS jusqu'à sa finalisation prévue fin 2027. Il n'est pas sans susciter de nombreuses préoccupations. **FO Agriculture** alerte régulièrement l'administration centrale sur le risque de dégradation notable des conditions de travail. En effet sur le microzoning présenté, la densification va jusqu'à des plateaux de 18 agents dans un même espace.

Conclusion

En conclusion, **FO Agriculture** relève que les objectifs et obligations en terme de réduction des consommations énergétiques et de l'empreinte carbone relèvent de l'obligation de l'État, chacun toutefois étant sensibilisé à ce sujet d'actualité pour lequel des formations



proposées à ce stade prioritairement aux encadrants du MASA vont être ouvertes à l'ensemble des agents.

L'usage de matériaux bas-carbone dans la construction, les rénovations thermiques, les solutions de pilotage et de régulation, la diminution de la part du gaz dans les énergies de chauffage, une meilleure gestion des déchets, au-delà de l'atteinte des objectifs fixés pourront globalement apporter un meilleur environnement de travail et de confort pour les agents.

Par contre, **FO Agriculture** s'oppose à toute optimisation des espaces qui se ferait au dépend des conditions de travail. Si la fin des aménagements avec majoritairement des bureaux d'une personne et de deux personnes est de facto annoncée par l'administration centrale du MASA, pour autant les retours d'expérience tant dans le public que dans le privé doivent être prises en compte afin de proposer des solutions d'espaces partagés en bureaux attitrés ou en flex-office qui soient acceptables et adaptées à l'ensemble de la communauté de travail. **FO Agriculture** restera très vigilant.

*L'équipe **FO Agriculture***



Être solidaires et avancer ensemble
Résister - Revendiquer - Reconquérir

Suivez toute l'actualité sur notre site : fo-agriculture.fr

